

COMMUNE DE  
ESTAIMPUIS

-----  
CONVOCATION  
DU  
CONSEIL COMMUNAL  
-----

*Code de la démocratie locale et de la  
décentralisation*

**ART. L1122-11** - Le conseil s'assemble toutes les fois que l'exigent les affaires comprises dans ses attributions, et au moins dix fois par an.

Lorsqu'au cours d'une année, le conseil s'est réuni moins de dix fois, durant l'année suivante, le nombre de conseillers requis pour permettre la convocation du conseil est réduit au quart des membres du Conseil communal.

**ART. L1122-12** - Le conseil est convoqué par le collège communal. Sur la demande d'un tiers des membres en fonction, le collège communal est tenu de le convoquer aux jour et heure indiqués.

**ART. L1122-13** - §1<sup>er</sup>. Sauf les cas d'urgence, la convocation se fait par courrier électronique, au moins sept jours francs avant celui de la réunion ; elle contient l'ordre du jour. Ce délai est toutefois ramené à deux jours francs pour l'application de l'article L1122-17, alinéa 3.

Les points de l'ordre du jour sont indiqués avec suffisamment de clarté et sont accompagnés d'une note de synthèse explicative.

La convocation ainsi que les pièces relatives aux points inscrits à l'ordre du jour peuvent être transmises par écrit et à domicile si le mandataire en a fait la demande par écrit ou si la transmission par courrier électronique est techniquement impossible.

§ 2. Pour chaque point de l'ordre du jour, toutes les pièces s'y rapportant sont mises à la disposition, sans déplacement, des membres du conseil communal dès l'envoi de l'ordre du jour.

Le directeur général ou le fonctionnaire désigné par lui ainsi que le directeur financier ou le fonctionnaire désigné par lui, se tiennent à la disposition des conseillers afin de leur donner des explications techniques nécessaires à la compréhension des dossiers, et cela pendant au moins deux périodes précédant la séance du conseil communal, dont une période durant les heures normales d'ouverture des bureaux et une période en dehors de ces heures. Le règlement d'ordre intérieur détermine les modalités d'application du présent paragraphe.

**ART. L1122-15** - Le conseil est présidé par le bourgmestre, ou celui qui le remplace sauf lorsqu'un président d'assemblée est désigné en vertu de l'article L1122-34, §3. Il ouvre et clôt la séance.

**ART. L1122-17** - Le conseil ne peut prendre de résolution si la majorité de ses membres en fonction n'est présente.

Cependant, si l'assemblée a été convoquée deux fois sans s'être trouvée en nombre compétent, elle pourra, après une nouvelle et dernière convocation, délibérer, quel que soit le nombre des membres présents, sur les objets mis pour la troisième fois à l'ordre du jour.

Les deuxième et troisième convocations se feront conformément aux règles prescrites par l'article L1122-13, et il sera fait mention si c'est pour la deuxième fois ou pour la troisième que la convocation a lieu ; en outre, la troisième convocation rappellera textuellement les deux premières dispositions du présent article.

**ART. L1122-24** - Aucun objet étranger à l'ordre du jour ne peut être mis en discussion, sauf dans les cas d'urgence où le moindre retard pourrait occasionner du danger.

L'urgence sera déclarée par les deux tiers au moins des membres présents ; leurs noms seront insérés au procès-verbal.

Toute proposition étrangère à l'ordre du jour doit être remise au bourgmestre ou à celui qui le remplace, au moins cinq jours francs avant l'assemblée ; elle doit être accompagnée d'une note de synthèse explicative ou de tout document susceptible d'éclairer le conseil. Il est interdit à un membre du collège communal de faire usage de cette faculté.

Le bourgmestre ou celui qui le remplace transmet sans délai les points complémentaires de l'ordre du jour aux membres du conseil.

Chaque point inscrit à l'ordre du jour donnant lieu à une décision doit, dans les conditions établies par le règlement d'ordre intérieur, être accompagné par un projet de délibération. Le conseiller communal qui demande l'inscription à l'ordre du jour d'un point donnant lieu à une décision joint à sa demande un projet de délibération.

Conformément à l'article L1122-13 du CDLD et à l'article 18 du R.O.I., nous avons l'honneur de convoquer **«Titre» «Prénom» «Nom» pour la fois (1)** à la SEANCE du CONSEIL qui aura lieu le **29 novembre 2021 à 18 heures en vidéoconférence.**

**ORDRE DU JOUR :**

1. Approbation du procès-verbal de la séance du 25 octobre 2021
2. Délégation au Collège communal de l'octroi des subventions figurant nominativement au budget, des subventions en nature, des subventions motivées par l'urgence ou en raison de circonstances impérieuses et imprévues
3. Fabrique d'église d'Estaimpuis – budget/modification budgétaire n° 1 de l'exercice 2021 – réformation
4. Dotation communale à la zone de secours de Wallonie picarde – exercice 2022
5. Dotation communale à la zone de police pluri-communale du Val d'Escaut – exercice 2022
6. Intercommunale IMIO – assemblée générale du 7 décembre 2021 – approbation des points inscrits à l'ordre du jour
7. Intercommunale IDETA – assemblée générale du 16 décembre 2021 – approbation des points inscrits à l'ordre du jour
8. Intercommunale IGRETEC – assemblée générale ordinaire du 16 décembre 2021 – approbation des points inscrits à l'ordre du jour
9. Intercommunale ORES Assets – assemblée générale du 16 décembre 2021 – approbation du point inscrit à l'ordre du jour
10. Intercommunale I.E.G. – assemblée générale ordinaire du 17 décembre 2021 – approbation du point inscrit à l'ordre du jour
11. Intercommunale IMSTAM – assemblée générale du 22 décembre 2021 – approbation des points inscrits à l'ordre du jour
12. Intercommunale IPALLE – assemblée générale ordinaire du 23 décembre 2021 – approbation des points inscrits à l'ordre du jour
13. Plan de relance – écoles – approbation des candidatures
14. Règlement complémentaire sur le roulage – création d'une zone 30 aux abords de l'école de Néchin avec pose d'un passage piétons ESTAIMPUIS - section Néchin - RN510 – BK 6.020 à BK 6.152 et BK 6.020 à BK 6.175 - rue de l'Ancienne Douane 23 – approbation

(1) Biffer "90" et les mots "pour la .... fois" sauf pour le cas où l'assemblée est convoquée pour la 2<sup>e</sup> ou la 3<sup>e</sup> fois, auquel cas il y a lieu de biffer "87 § 1<sup>er</sup>".

CONVOCAISON  
DU  
CONSEIL COMMUNAL

*Code de la démocratie locale et de la  
décentralisation*

**ART. L1122-11** - Le conseil s'assemble toutes les fois que l'exigent les affaires comprises dans ses attributions, et au moins dix fois par an.

Lorsqu'au cours d'une année, le conseil s'est réuni moins de dix fois, durant l'année suivante, le nombre de conseillers requis pour permettre la convocation du conseil est réduit au quart des membres du Conseil communal.

**ART. L1122-12** - Le conseil est convoqué par le collège communal. Sur la demande d'un tiers des membres en fonction, le collège communal est tenu de le convoquer aux jour et heure indiqués.

**ART. L1122-13** - §1<sup>er</sup>. Sauf les cas d'urgence, la convocation se fait par courrier électronique, au moins sept jours francs avant celui de la réunion ; elle contient l'ordre du jour. Ce délai est toutefois ramené à deux jours francs pour l'application de l'article L1122-17, alinéa 3.

Les points de l'ordre du jour sont indiqués avec suffisamment de clarté et sont accompagnés d'une note de synthèse explicative.

La convocation ainsi que les pièces relatives aux points inscrits à l'ordre du jour peuvent être transmises par écrit et à domicile si le mandataire en a fait la demande par écrit ou si la transmission par courrier électronique est techniquement impossible.

§ 2. Pour chaque point de l'ordre du jour, toutes les pièces s'y rapportant sont mises à la disposition, sans déplacement, des membres du conseil communal dès l'envoi de l'ordre du jour.

Le directeur général ou le fonctionnaire désigné par lui ainsi que le directeur financier ou le fonctionnaire désigné par lui, se tiennent à la disposition des conseillers afin de leur donner des explications techniques nécessaires à la compréhension des dossiers, et cela pendant au moins deux périodes précédant la séance du conseil communal, dont une période durant les heures normales d'ouverture des bureaux et une période en dehors de ces heures. Le règlement d'ordre intérieur détermine les modalités d'application du présent paragraphe.

**ART. L1122-15** - Le conseil est présidé par le bourgmestre, ou celui qui le remplace sauf lorsqu'un président d'assemblée est désigné en vertu de l'article L1122-34, §3. Il ouvre et clôt la séance.

**ART. L1122-17** - Le conseil ne peut prendre de résolution si la majorité de ses membres en fonction n'est présente.

Cependant, si l'assemblée a été convoquée deux fois sans s'être trouvée en nombre compétent, elle pourra, après une nouvelle et dernière convocation, délibérer, quel que soit le nombre des membres présents, sur les objets mis pour la troisième fois à l'ordre du jour.

Les deuxième et troisième convocations se feront conformément aux règles prescrites par l'article L1122-13, et il sera fait mention si c'est pour la deuxième fois ou pour la troisième que la convocation a lieu ; en outre, la troisième convocation rappellera textuellement les deux premières dispositions du présent article.

**ART. L1122-24** - Aucun objet étranger à l'ordre du jour ne peut être mis en discussion, sauf dans les cas d'urgence où le moindre retard pourrait occasionner du danger.

L'urgence sera déclarée par les deux tiers au moins des membres présents ; leurs noms seront insérés au procès-verbal.

Toute proposition étrangère à l'ordre du jour doit être remise au bourgmestre ou à celui qui le remplace, au moins cinq jours francs avant l'assemblée ; elle doit être accompagnée d'une note de synthèse explicative ou de tout document susceptible d'éclairer le conseil. Il est interdit à un membre du collège communal de faire usage de cette faculté.

Le bourgmestre ou celui qui le remplace transmet sans délai les points complémentaires de l'ordre du jour aux membres du conseil.

Chaque point inscrit à l'ordre du jour donnant lieu à une décision doit, dans les conditions établies par le règlement d'ordre intérieur, être accompagné par un projet de délibération. Le conseiller communal qui demande l'inscription à l'ordre du jour d'un point donnant lieu à une décision joint à sa demande un projet de délibération.

Conformément à l'article L1122-13 du CDLD et à l'article 18 du R.O.I., nous avons l'honneur de convoquer **«Titre» «Prénom» «Nom» pour la fois (4)** à la SEANCE du CONSEIL qui aura lieu le **29 novembre 2021 à 18 heures en vidéoconférence.**

**ORDRE DU JOUR (suite) :**

15. Règlements complémentaires sur le roulage – régularisation de différents passages piétons positionnés sur la RN 510 – approbation :

- a. ESTAIMPUIS – section Estaimbourg - BK 1.683 – place de Bourgogne
- b. ESTAIMPUIS – section Estaimbourg – BK 1.706 – place de Bourgogne
- c. ESTAIMPUIS – section Estaimbourg – BK 1.750 – rue Clovis Pouillet
- d. ESTAIMPUIS – section Estaimbourg – BK 1.916 – rue Clovis Pouillet
- e. ESTAIMPUIS – section Estaimbourg – BK 2.027 – rue Clovis Pouillet
- f. ESTAIMPUIS – section Estaimbourg – BK 2.409 – rue des Tanneurs
- g. ESTAIMPUIS – section Néchin – BK 3.678 - rue de la Station
- h. ESTAIMPUIS – section Néchin – BK 5.733 – rue Albert 1<sup>er</sup>
- i. ESTAIMPUIS – section Néchin – BK 5.827 – rue Albert 1<sup>er</sup>
- j. ESTAIMPUIS – section Néchin – BK 5.910 – place du Sacré-Cœur
- k. ESTAIMPUIS – section Néchin – BK 6.059 – rue de l'Ancienne Douane

**H U I S C L O S**

16. Personnel enseignant – ratification délibérations du Collège

Par le Collège communal :

Par ordonnance :  
*La Directrice Générale,*

*Le Bourgmestre,*

V. BREYNE.

D. SENESAEL. /.